



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 67.046/4
du 18 mars 2020

advies 67.046/4
van 18 maart 2020

sur

over

un projet d'arrêté royal
'établissant des spécifications
techniques relatives au
marquage des armes à feu et de
leurs parties soumises à
l'épreuve'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot vaststelling van
technische specificaties voor
de markering van vuurwapens
en de aan de proef
onderworpen onderdelen
daarvan'

Le 24 février 2020, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice, chargé de la Régie des Bâtiments, et Ministre des Affaires européennes à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'établissant des spécifications techniques relatives au marquage des armes à feu et de leurs parties soumises à l'épreuve'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 18 mars 2020. La chambre qui en a délibéré électroniquement, était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Luc CAMBIER et Bernard BLERO, conseillers d'État, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Benoît JADOT, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 18 mars 2020.

*

Op 24 februari 2020 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Regie van Gebouwen, en minister van Europese Zaken verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot vaststelling van technische specificaties voor de markering van vuurwapens en de aan de proef onderworpen onderdelen daarvan'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 18 maart 2020. De kamer, die hierover via elektronische weg heeft beraadslaagd, was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Bernard BLERO, staatsraden, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Benoît JADOT, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 18 maart 2020.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

Le préambule du projet d'arrêté vise « la consultation » du Conseil consultatif des armes.

Initialement, l'article 37, alinéa 2, de la loi du 8 juin 2006 'régulant des activités économiques et individuelles avec les armes (aussi appelée 'loi sur les armes')' était rédigé en ce sens qu'il prescrivait « [l]'avis » du Conseil consultatif des armes sur diverses catégories de projets d'arrêtés, parmi lesquels ceux qui – comme tel est le cas de l'arrêté en projet – sont pris en exécution de l'article 35, 3^o, de la même loi.

La loi du 5 mai 2019 a modifié l'article 37, alinéa 2, de la loi sur les armes en vue de remplacer la procédure d'avis obligatoire du Conseil consultatif des armes par un mécanisme de « consultation » obligatoire de ce Conseil.

Dans son avis n° 64.229/1/2/3/4 donné le 14 novembre 2018 sur l'avant-projet de loi 'portant des dispositions diverses en matière pénale' à l'origine de la loi du 5 mai 2019 – lequel avant-projet prévoyait déjà le remplacement de la procédure d'avis obligatoire du Conseil consultatif des armes par un mécanisme de « consultation » obligatoire de ce Conseil –, la section de législation a fait l'observation suivante :

« La volonté, telle qu'elle semble ressortir du commentaire de l'article, est, à la suite d'avis rendus par la section de législation¹, de supprimer l'exigence d'une délibération collégiale au sein du Conseil, 'compte tenu de la composition variée du Conseil consultatif et de la [difficulté] qui en découle pour parvenir à un consensus'.

¹ Note de bas de page n° 72 de l'avis cité : Dans l'avis n° 62.554/4 donné le 20 décembre 2017 sur le projet devenu l'arrêté royal du 4 mai 2018 'modifiant divers arrêtés royaux exécutant la Loi sur les armes, notamment en vue de l'application du Règlement d'exécution (UE) 2015/2403 de la Commission du 15 décembre 2015 établissant des lignes directrices communes concernant les normes et techniques de neutralisation en vue de garantir que les armes à feu neutralisées sont rendues irréversiblement inopérantes, et en vue de rendre possible l'informatisation des registres tenus par les stands de tir', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/62554.pdf>, la section de législation a observé ce qui suit : « Il résulte de l'article 37, alinéa 2, de [la] loi [sur les armes] que l'avis du Conseil consultatif des armes est requis sur les projets d'arrêtés pris en exécution de l'article 35, 3^o, de la loi sur les armes. Figure dans le dossier de demande d'avis, et est visé au préambule comme constituant l'avis du Conseil consultatif des armes, le rapport de la réunion du vendredi 11 mars 2016 de ce conseil portant sur le projet d'arrêté royal à l'examen. Ce rapport constitue le compte-rendu de la réunion concernée et se borne à restituer le contenu de l'échange de vues qui a eu lieu au sein du conseil et qui a pris la forme d'opinions individuelles exprimées par certains des membres du conseil, de questions posées par d'autres et de réponses que d'autres membres du conseil y ont eux-mêmes apportées. Au terme des débats au sein du Conseil consultatif, le rapport n'exprime pas un avis, c'est-à-dire une opinion collective, qui résulte de la délibération de ce conseil, émise en tant qu'organe collégial sur le projet d'arrêté royal qui lui est soumis. Un tel rapport ne constitue dès lors pas un avis du Conseil consultatif des armes au sens requis par la loi sur les armes. La formalité préalable obligatoire n'est donc à ce stade pas accomplie ».

L'attention de l'auteur de l'avant-projet doit être attirée sur le fait que lorsque le législateur prévoit 'la consultation' d'un organe collégial, les avis exprimés par cet organe ne seront rendus de manière valable, en vertu des principes qui régissent la procédure collégiale², que s'il est établi que les membres de l'organe consulté ont délibéré à propos des éléments sur lesquels porte l'avis et qu'il apparaît que cet avis ne se borne pas à juxtaposer les opinions exprimées mais énonce les observations sur lesquelles les membres de l'organe consulté ont pu s'accorder, complétées le cas échéant par la mention des positions minoritaires.

L'article 37, alinéa 2, en projet est donc inopérant.

En conséquence, la disposition sera revue ou omise »³.

En dépit de cette observation, le législateur a, comme indiqué ci-dessus, modifié l'article 37, alinéa 2, de la loi sur les armes en vue de prévoir « la consultation » du Conseil consultatif des armes.

Aussi, comme la section de législation l'a observé dans l'avis précité, les avis exprimés par le Conseil consultatif des armes ne peuvent être rendus de manière valable que s'il est établi que les membres de l'organe consulté ont délibéré à propos des éléments sur lesquels porte l'avis et qu'il apparaît que cet avis ne se borne pas à juxtaposer les opinions exprimées mais énonce les observations sur lesquelles les membres de l'organe consulté ont pu s'accorder, complétées le cas échéant par la mention des positions minoritaires.

En l'espèce, il ressort du dossier que le Conseil consultatif des armes a examiné le projet d'arrêté lors d'une réunion tenue le 28 janvier 2020. Le procès-verbal de la réunion se limite à contenir, à ce sujet, d'une part, une introduction et, d'autre part, une juxtaposition d'interventions de plusieurs membres de cet organe.

Les conditions, indiquées ci-avant, qui sont requises pour que l'on puisse considérer que la formalité prescrite par l'article 37, alinéa 2, de la loi sur les armes a été accomplie, ne sont donc pas remplies.

Aussi, la formalité en question n'est, à ce stade, pas accomplie.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. Selon son intitulé, le projet d'arrêté vise à établir des spécifications techniques relatives au marquage des armes à feu et de leurs parties soumises à l'épreuve.

Comme l'indique l'article 1^{er}, il tend, ce faisant, à transposer la directive d'exécution (UE) 2019/68 de la Commission du 16 janvier 2019 'établissant des spécifications techniques relatives au marquage des armes à feu et de leurs parties essentielles au titre de la directive 91/477/CEE du Conseil relative au contrôle de l'acquisition et de la détention d'armes'.

² Note de bas de page n° 73 de l'avis cité : Voir P. Goffaux, *Dictionnaire de droit administratif*, Bruxelles, Bruylant, 2^{ème} éd., 2016, pp. 505 et s.

³ Avis n° 64.229/1-2-3-4, donné le 14 novembre 2018, *Doc. parl.*, Chambre, 2018-2019, n° 3515/5, pp. 285-286, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/64229.pdf>.

Les dispositions du projet d'arrêté qui ont cet objet figurent à l'article 3 et dans l'annexe.

Tel n'est cependant pas le seul objet du présent arrêté.

En effet, l'article 2 du projet d'arrêté tend également à transposer l'article 4, paragraphes 1, a), et 2, de la directive 91/477/CEE du Conseil du 18 juin 1991 'relative au contrôle de l'acquisition et de la détention d'armes', remplacé par la directive (UE) 2017/853 du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2017 'modifiant la directive 91/477/CEE du Conseil du 18 juin 1991 relative au contrôle de l'acquisition et de la détention d'armes'.

L'intitulé de l'arrêté en projet sera revu en conséquence.

En outre, en vue de se conformer à l'article 2, paragraphe 3, de la directive (UE) 2017/853, le projet d'arrêté doit être complété pour indiquer qu'il transpose partiellement cette directive.

2. L'article 4, paragraphe 4, de la directive 91/477/CEE, en sa version résultant des modifications qu'y a apportées la directive (UE) 2017/853, impose aux États membres l'obligation de prévoir que le fichier de données informatisé appelé à comprendre les informations relatives aux armes à feu comprenne les informations requises au titre du marquage unique visé à l'article 4, paragraphe 1, a), de la directive 91/477/CEE ⁴.

Les dispositions qui, dans l'arrêté royal du 20 septembre 1991 'exécutant la loi sur les armes', sont relatives au registre central des armes seront complétées en conséquence.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

DISPOSITIF

Article 2

1. En ce qui concerne la notion de « parties essentielles », l'alinéa 1^{er} renvoie à la définition qu'en donne « l'article 1, point 2 de la directive UE 2017/853 du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2017 », c'est-à-dire, plus précisément, l'article 1^{er}, paragraphe 1, 2), de la directive 91/477/CEE.

Cette manière de procéder ne peut être admise.

En effet, lorsqu'une directive définit une notion aux fins de sa mise en œuvre, il incombe aux États membres de prendre les dispositions contraignantes nécessaires pour que cette définition puisse être appliquée en droit interne d'une manière suffisamment claire, précise et certaine pour les destinataires de la norme, et non pas seulement de renvoyer à la directive.

Le projet d'arrêté sera revu en conséquence.

⁴ Voir spécialement l'article 4, paragraphe 4, alinéa 1^{er}, a) et b), de la directive 91/477/CEE.

2. Les obligations que l'article 4, paragraphe 1, de la directive 91/477/CEE impose aux États membres s'appliquent aux armes à feu fabriquées ou importées dans l'Union « le 14 septembre 2018 ou après cette date ».

Aussi, dans l'alinéa 1^{er} de l'article à l'examen, il y a lieu de remplacer les mots « à partir du 17 janvier 2020 » par les mots « à partir du 14 septembre 2018 ».

3. Selon l'article 4, paragraphe 2, alinéa 5, de la directive 91/477/CEE,

« les États membres veillent à ce que, lors du transfert d'une arme à feu ou de ses parties essentielles des stocks du gouvernement en vue d'un usage civil permanent, celles-ci soient dotées du marquage unique prévu au paragraphe 1 permettant d'identifier l'entité ayant effectué le transfert ».

Il résulte de cette disposition que, dans les hypothèses qu'elle vise, l'obligation de marquage prévue par la directive doit tout particulièrement « permett[re] d'identifier l'entité ayant effectué le transfert ».

L'article à l'examen ne comporte pas de disposition visant à exécuter cette obligation.

Il sera complété en conséquence.

ANNEXE

1. Au 1^o, il y a lieu de renvoyer à l'article 2 de l'arrêté en projet, et non pas à l'article 4 de la directive 91/477/CEE.

2. Le point 2 de l'annexe de la directive d'exécution (UE) 2019/68 s'applique aux carcasses et aux boîtes de culasse fabriquées à partir d'un matériau non métallique du type spécifié par les États membres. Le texte de la directive précise qu'afin de déterminer quels matériaux non métalliques il convient de spécifier, les États membres tiennent compte de la mesure dans laquelle le matériau peut compromettre la clarté et la permanence du marquage.

Les dispositions prises par un État membre pour transposer le point 2 de l'annexe de la directive doivent donc déterminer elles-mêmes, en tenant compte de l'élément qui vient d'être mentionné, quels sont les matériaux non métalliques à prendre en considération pour que ces dispositions trouvent à s'appliquer.

Aussi, pour transposer correctement la directive, contrairement à ce que prévoit le 2^o de l'annexe en projet, un État membre ne peut se limiter à faire état « d'un matériau non métallique » non autrement spécifié et à indiquer que, pour déterminer quels matériaux sont concernés, « il est tenu compte de la mesure dans laquelle le matériau peut compromettre la clarté et la permanence du marquage ».

Le projet d'arrêté sera revu en conséquence.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

In de aanhef van dit ontwerpbesluit wordt verwezen naar de “raadpleging” van de Adviesraad voor wapens.

De wet van 8 juni 2006 ‘houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens’ (die ook “wapenwet” genoemd wordt) bevat een artikel 37, tweede lid, waarvan de oorspronkelijke tekst aldus gesteld was dat het “advies” van de Adviesraad voor wapens vereist was voor diverse categorieën van ontwerpen van besluit, waaronder die – zoals het geval is met het ontworpen besluit – welke genomen worden ter uitvoering van artikel 35, 3°, van diezelfde wet.

Bij de wet van 5 mei 2019 is artikel 37, tweede lid, van de wapenwet gewijzigd teneinde de procedure van de verplichte adviesverlening door de Adviesraad voor wapens te vervangen door een regeling van verplichte “raadpleging” van die Raad.

De afdeling Wetgeving heeft de volgende opmerking gemaakt in advies 64.229/1/2/3/4, dat ze op 14 november 2018 uitgebracht heeft over het voorontwerp van wet ‘houdende diverse bepalingen in strafzaken’ die geleid heeft tot de wet van 5 mei 2019 – welk voorontwerp reeds voorzag in de vervanging van procedure van de verplichte adviesverlening door de Adviesraad voor wapens door een regeling van verplichte “raadpleging” van die Raad:

“De bedoeling, zoals die uit de bespreking van het artikel naar voren komt, is om ingevolge adviezen van de afdeling Wetgeving¹ het vereiste van collegiaal overleg binnen

¹ Voetnoot 72 van het geciteerd advies: In advies 62.554/4, op 20 december 2017 gegeven over het ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 4 mei 2018 ‘tot wijziging van diverse koninklijke besluiten ter uitvoering van de wapenwet, vooral met het oog op de toepassing van de uitvoeringsverordening (EU) 2015/2403 van de Commissie van 15 december 2015 tot vaststelling van gemeenschappelijke richtsnoeren betreffende normen en technieken om te waarborgen dat onbruikbaar gemaakte vuurwapens voorgoed onbruikbaar zijn, en met het oog op het mogelijk maken van het informatiseren van de registers bijgehouden door de schietstanden’, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/62554.pdf>, heeft de afdeling Wetgeving het volgende opgemerkt: “Uit artikel 37, tweede lid, van [de wapenwet] vloeit voort dat over de ontwerpen van besluit genomen ter uitvoering van artikel 35, 3°, van de wapenwet het advies van de Adviesraad voor wapens ingewonnen dient te worden. Het verslag van de vergadering van vrijdag 11 maart 2016 van die raad over het voorliggende ontwerp van koninklijk besluit is vervat in het dossier van de adviesaanvraag en naar dat verslag wordt in de aanhef verwezen als het advies van de Adviesraad voor wapens. Dat verslag is evenwel het verslag van de betrokken vergadering en geeft alleen de inhoud weer van de gedachtewisseling die in de raad gehouden is en waarbij door bepaalde leden van de raad individuele standpunten ingenomen zijn, door anderen vragen gesteld zijn en daarop door andere leden van de raad zelf antwoorden gegeven zijn. In het verslag van de debatten binnen de adviesraad wordt geen advies uitgebracht, aangezien er na de besprekingen binnen die raad als collegiaal orgaan geen gezamenlijk standpunt ingenomen is over

de Raad te schrappen, 'gelet op de diverse samenstelling van de Adviesraad en de daaruit vloeiende moeilijkheid om tot een consensus te komen'.

De steller van het voorontwerp wordt erop gewezen dat wanneer de wetgever in de 'raadpleging' van een collegiaal orgaan voorziet, de adviezen van dat orgaan, krachtens de principes die aan de collegiale procedure ten grondslag liggen,² slechts rechtsgeldig zijn wanneer vaststaat dat de leden van het geraadpleegde orgaan beraadslaagd hebben over de elementen waarover het advies gaat, en wanneer blijkt dat dat advies niet louter de vertolkte meningen naast elkaar plaatst maar de opmerkingen formuleert waarover de leden van het geraadpleegde orgaan overeenstemming hebben kunnen bereiken en in voorkomend geval ook de minderheidsstandpunten vermeldt.

Het ontworpen artikel 37, tweede lid, is dus zinloos.

De bepaling moet dan ook worden herzien of weggelaten.”³

In weerwil van die opmerking heeft de wetgever, zoals hierboven vermeld is, artikel 37, tweede lid, van de wapenwet aldus gewijzigd dat de “raadpleging” van de Adviesraad voor wapens verplicht gesteld wordt.

Zoals de afdeling Wetgeving in voornoemd advies opgemerkt heeft, kan de Adviesraad voor wapens zijn adviezen slechts rechtsgeldig uitbrengen wanneer vaststaat dat de leden van het geraadpleegde orgaan beraadslaagd hebben over de elementen waarover het advies gaat, en wanneer blijkt dat in dat advies de vertolkte meningen niet louter naast elkaar geplaatst worden maar de opmerkingen geformuleerd worden waarover de leden van het geraadpleegde orgaan overeenstemming hebben kunnen bereiken, waarbij in voorkomend geval ook de minderheidsstandpunten vermeld worden.

In casu blijkt uit het dossier dat de Adviesraad voor wapens dit ontwerpbesluit onderzocht heeft tijdens een vergadering die op 28 januari 2020 plaatsgevonden heeft. De notulen van die vergadering bestaan op dit punt uit niets meer dan, enerzijds, een inleiding en, anderzijds, een openvolging van betogen van een aantal leden van dat orgaan.

Er is dan ook niet voldaan aan de voorwaarden die hierboven vermeld zijn en die vervuld moeten zijn opdat ervan uitgegaan kan worden dat het vormvereiste voorgeschreven door artikel 37, tweede lid, van de wapenwet vervuld zou zijn.

Bijgevolg is het vormvereiste in kwestie in dit stadium nog niet vervuld.

het aan die raad voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit. Een dergelijk verslag is dan ook geen advies van de Adviesraad voor wapens, zoals voorgeschreven door de wapenwet. Het verplicht voorafgaand vormvereiste is in dit stadium dus niet vervuld.”

² Voetnoot 73 van het geciteerd advies: Zie P. GOFFAUX, *Dictionnaire de droit administratif*, Brussel, Bruylant, 2^{de} uitg., 2016, 505 e.v.

³ Advies 64.229/1-2-3-4 d.d. 14 november 2018, *Parl.St.* Kamer 2018-19, nr. 3515/5, 285-286, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/64229.pdf>.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Volgens het opschrift strekt dit ontwerpbesluit tot vaststelling van (de) technische specificaties voor de markering van vuurwapens en de aan de proef onderworpen onderdelen daarvan.

Zoals in artikel 1 vermeld wordt, strekt dit ontwerpbesluit zodoende tot omzetting van Uitvoeringsrichtlijn (EU) 2019/68 van de Commissie van 16 januari 2019 ‘tot vaststelling van technische specificaties voor de markering van vuurwapens en essentiële onderdelen daarvan uit hoofde van Richtlijn 91/477/EEG van de Raad inzake de controle op de verwerving en het voorhanden hebben van wapens’.

De bepalingen van dit ontwerpbesluit die daartoe strekken, zijn vervat in artikel 3 en in de bijlage.

Dat is evenwel niet het enige doel dat met dit besluit nagestreefd wordt.

Artikel 2 van dit besluit strekt immers tot omzetting van artikel 4, lid 1, a), en lid 2, van richtlijn 91/477/EEG van de Raad van 18 juni 1991 ‘inzake de controle op de verwerving en het voorhanden hebben van wapens’, zoals dat artikel vervangen is bij richtlijn (EU) 2017/853 van het Europees Parlement en de Raad van 17 mei 2017 ‘tot wijziging van richtlijn 91/477/EEG van de Raad van 18 juni 1991 inzake de controle op de verwerving en het voorhanden hebben van wapens’.

Het opschrift van het ontworpen besluit moet dienovereenkomstig herzien worden.

Om aan artikel 2, lid 3, van de richtlijn (EU) 2017/853 te voldoen, dient dit ontwerpbesluit bovendien aldus aangevuld te worden dat daarin vermeld wordt dat het voorziet in de gedeeltelijke omzetting van die richtlijn.

2. Krachtens artikel 4, lid 4, van richtlijn 91/477/EEG, zoals die bepaling luidt ten gevolge van de wijzigingen die daarin aangebracht zijn bij richtlijn (EU) 2017/853, dienen de lidstaten te bepalen dat het systeem van gegevensbestanden waarin de informatie inzake vuurwapens bijgehouden moet worden de informatie moet bevatten die vereist is als de unieke markering bedoeld in artikel 4, lid 1, onder a), van richtlijn 91/477/EEG.⁴

De bepalingen die, in het koninklijk besluit van 20 september 1991 ‘tot uitvoering van de wapenwet’, betrekking hebben op het centraal wapenregister moeten dienovereenkomstig aangevuld worden.

⁴ Zie in het bijzonder artikel 4, lid 4, eerste alinea, a) en b), van richtlijn 91/477/EEG.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

DISPOSITIEF

Artikel 2

1. In verband met het begrip “essentiële onderdelen” wordt in het eerste lid verwezen naar de definitie die daarvan gegeven wordt in “artikel 1, punt 2 van de richtlijn EU 2017/853 van het Europees Parlement en de Raad van 17 mei 2017”, anders en nauwkeuriger gezegd in artikel 1, lid 1, 2), van richtlijn 91/477/EEG.

Dat aldus te werk gegaan wordt, kan niet aanvaard worden.

Wanneer een richtlijn een definitie geeft van een begrip met het oog op de tenuitvoerlegging ervan, dienen de lidstaten immers de dwingende bepalingen aan te nemen die noodzakelijk zijn wil die definitie in het interne recht toegepast kunnen worden op een wijze die duidelijk, precies en zeker genoeg is voor de adressaten van de rechtsregel, en mogen ze niet gewoon naar die richtlijn verwijzen.

Het ontwerpbesluit moet dienovereenkomstig herzien worden.

2. De verplichtingen die bij artikel 4, lid 1, van richtlijn 91/477/EEG aan de lidstaten opgelegd worden, gelden voor de vuurwapens die “op of na 14 september 2018” vervaardigd of in de Unie ingevoerd zijn.

In het eerste lid van voorliggend artikel dienen de woorden “vanaf 17 januari 2020” bijgevolg vervangen te worden door de woorden “vanaf 14 september 2018”.

3. Artikel 4, lid 2, vijfde alinea, van richtlijn 91/477/EEG luidt als volgt:

“(…) zien de lidstaten erop toe dat uit staatsvoorraden afkomstige wapens of essentiële onderdelen daarvan die op de civiele markt worden gebracht met het oog op permanent civiel gebruik, worden voorzien van de unieke markering, als bedoeld in lid 1, aan de hand waarvan de entiteit van herkomst kan worden geïdentificeerd.”

Uit die bepaling volgt dat het door de verplichting om wapens van een markering te voorzien die bij de richtlijn opgelegd is, in de gevallen waarop ze betrekking heeft, in het bijzonder mogelijk moet zijn “de entiteit van herkomst te identificeren”.

Voorliggend artikel bevat geen bepaling die ertoe strekt die verplichting na te komen.

Dat artikel moet dienovereenkomstig aangevuld worden.

BIJLAGE

1. In punt 1 dient naar artikel 2 van het ontworpen besluit verwezen te worden in plaats van naar artikel 4 van richtlijn 91/477/EEG.

2. Punt 2 van de bijlage bij Uitvoeringsrichtlijn (EU) 2019/68 geldt voor framegroepen en kasgroepen van een niet-metallisch materiaal van een door een lidstaat opgegeven soort. In de tekst van de richtlijn wordt voorgeschreven dat de lidstaten bij het bepalen welke niet-metallische materialen zij dienen op te geven, rekening houden met de mate waarin het materiaal afbreuk kan doen aan de duidelijkheid en bestendigheid van de markering.

Wanneer door een lidstaat bepalingen vastgesteld worden ter omzetting van punt 2 van de bijlage bij de richtlijn, dient dan ook in die bepalingen zelf, rekening houdend met het gegeven dat zonet vermeld is, voorgeschreven te worden welke niet-metallische materialen in aanmerking genomen moeten worden opdat die bepalingen toepassing vinden.

Met het oog op een correcte omzetting van de richtlijn mag een lidstaat dan ook niet te werk gaan zoals in punt 2 van de ontworpen bijlage, waarin alleen verwezen wordt naar “een niet-metallisch materiaal” dat niet nader genoemd wordt en waarin vermeld wordt dat, om te bepalen welke materialen in aanmerking komen, “rekening gehouden (wordt) met de mate waarin het materiaal afbreuk kan doen aan de duidelijkheid en bestendigheid van de markering”.

Het ontwerpbesluit moet dienovereenkomstig herzien worden.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Martine BAGUET